



Assemblée générale

Distr. générale
7 février 2005
Français
Original: anglais

Comité de l'information

Vingt-septième session

18-28 avril 2005

Poursuite de la réorientation des activités de l'ONU dans le domaine de l'information et de la communication : bilan

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Depuis 2002, le Département de l'information a révisé entièrement ses modalités de gestion et de fonctionnement et adopté une nouvelle approche stratégique qui s'articule autour de messages clefs devant faire partie d'une stratégie de communication concertée. Il s'est doté de nouveaux moyens de communication qui lui permettent de faire un usage équilibré des nouvelles technologies de la communication, en particulier d'Internet, tout en continuant à s'efforcer d'exploiter plus efficacement les moyens de communication traditionnels, notamment la radio et les supports écrits. Il a également augmenté le nombre de ses partenaires en matière de communication, qui sont issus aussi bien des secteurs public et privé que du milieu des affaires, et intégré la promotion d'une culture de l'évaluation et du suivi des résultats dans ses activités.

Tout au long du second semestre de 2004 et au début de 2005, le Département s'est employé prioritairement à informer l'opinion publique mondiale du processus de revitalisation et de réforme de l'ONU en cours, essentiellement en organisant une campagne d'information qui visait à promouvoir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, la nouvelle notion de sécurité collective pour le XXI^e siècle exposée dans le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement et la célébration du sixantième anniversaire de l'Organisation.



I. Introduction

1. Au paragraphe 12 de sa résolution 59/126 B du 10 décembre 2004, l'Assemblée générale a pris acte des propositions faites et des mesures prises par le Secrétaire général tendant à améliorer les activités dans le domaine de l'information, qui devaient être plus efficaces et mieux ciblées, au moyen notamment d'une restructuration du Département de l'information, conformément à ses résolutions et décisions sur la question et prié le Secrétaire général de rendre compte à ce sujet au Comité de l'information à sa vingt-septième session. Au paragraphe 15 de la même résolution, elle a pris note de la réorientation visant à accroître l'efficacité et la productivité du Département et prié le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa vingt-septième session, des progrès accomplis à cet égard.

2. Dans plusieurs autres paragraphes de la résolution, l'Assemblée générale a par ailleurs demandé au Département de fournir au Comité de l'information des informations sur certaines de ses activités. En consultation avec le Bureau du Comité, il a été décidé que les informations demandées par l'Assemblée seraient regroupées dans cinq rapports dont le plus complet serait le présent rapport, les autres rapports devant traiter de sujets plus particuliers tels que la rationalisation du réseau des centres d'information des Nations Unies (A/AC.198/2005/3), la modernisation et la gestion intégrée des bibliothèques des Nations Unies (A/AC.198/2005/4), les activités du Groupe des Nations Unies pour les communications (A/AC.198/2005/5) et le site Web de l'ONU (A/AC.198/2005/6).

II. Nouvelle approche stratégique du Département de l'information : possibilités et difficultés

3. Les propositions de réforme de l'information que le Secrétaire général a formulées dans son rapport de septembre 2002 intitulé « Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement » (A/57/387) visaient essentiellement à améliorer l'information au moyen d'une vaste restructuration du Département. Après avoir révisé complètement ses modalités de gestion et de fonctionnement, celui-ci a donc réorienté ses activités et adopté une nouvelle approche stratégique qui tend à s'articuler autour de messages clefs devant faire partie d'une stratégie de communication concertée. Par ailleurs, s'il a continué à maintenir un certain équilibre entre les nouvelles technologies de l'information, en particulier Internet, et les moyens de communication traditionnels, dont la radio et les supports imprimés, pour répondre aux besoins de son public mondial, il a augmenté le nombre de ses partenaires en matière de communication, qui sont issus notamment des secteurs public et privé et du milieu des affaires, et fait une large place à la promotion d'une culture de l'évaluation et du suivi des résultats et à son perfectionnement dans ses activités d'information.

A. Répondre aux critiques injustifiées : une question de crédibilité

4. Au cours des 12 derniers mois, l'ONU a été la cible de campagnes médiatiques agressives un peu partout dans le monde. Comme suite aux allégations de corruption, d'irrégularités de gestion; de manque de transparence et d'impunité dont

certaines membres de son personnel ont été l'objet, son efficacité, son efficacité et sa pertinence n'ont cessé d'être remises publiquement en question. Les critiques qui lui sont adressées sont de nature très diverse : au Moyen-Orient, son image continue de souffrir des controverses concernant son rôle, que suscitent les événements en Iraq et le conflit israélo-palestinien et, en Amérique du Nord et dans certaines parties de l'Europe, elle a essuyé de violentes critiques et été accusée de corruption et de mauvaise gestion du programme « pétrole contre nourriture », mais aussi d'exploitation sexuelle à l'occasion de certaines opérations de maintien de la paix.

5. Le Département a dû faire face à des difficultés sans précédent pour mobiliser les ressources dont il avait besoin afin de contre-attaquer sur de si nombreux fronts en même temps. Tout d'abord, il a renforcé ses moyens de veille médiatique à l'échelle mondiale, grâce aux nouvelles technologies, et a demandé aux centres d'information des Nations Unies de redoubler d'efforts pour constituer des dossiers de presse et procéder à des analyses régulières de la situation à l'intention des hauts fonctionnaires de l'ONU. De plus, il a renforcé son budget de communication pour mettre au point, en collaboration avec d'autres bureaux, des modalités d'intervention rapide et concertée face à la désinformation pratiquée par les médias et des notes de synthèse que les responsables de l'ONU puissent utiliser lorsqu'ils s'entretiennent avec la presse de certaines questions. Il a également aidé à rédiger et à faire publier des éditoriaux de hauts fonctionnaires des Nations Unies dans des journaux du monde entier afin de faire mieux connaître les vues de l'Organisation sur des questions très importantes.

6. L'image de l'ONU dans la région du Moyen-Orient ayant continué à susciter de vives inquiétudes, une réunion de suivi de l'atelier de septembre 2002 qui était consacré à ce thème a été organisée à Beyrouth en mai 2004. Elle avait pour but d'arrêter les modalités d'application, dans la région, d'une stratégie d'information concertée expliquant le rôle et les activités de l'Organisation dans des domaines préoccupants. De plus, avec l'aide financière de la Fondation pour les Nations Unies, le Département a tenu deux ateliers à l'intention des médias : un atelier d'une semaine, en mars 2004, qui a permis à des commentateurs arabes d'entendre des hauts fonctionnaires parler du rôle de l'Organisation dans la région et d'en débattre avec eux et un autre de deux semaines, en novembre/décembre 2004, qui a permis à des journalistes arabes de la radio et de la presse écrite de s'informer des activités de l'Organisation et de ses divers organes intergouvernementaux. De plus, dans le cadre d'un programme annuel, le Département a accueilli, d'octobre à décembre 2004, un stage de formation de sept semaines organisé à l'intention de 10 journalistes palestiniens. Le programme en question, qui vise à former de jeunes journalistes des territoires palestiniens occupés à leur métier et à les familiariser avec les médias, a amené quelque 80 journalistes palestiniens au Siège de l'ONU depuis 1995, année où l'Assemblée générale a demandé pour la première fois au Département de le mettre en œuvre.

7. Le Département a redoublé d'efforts pour informer les médias et le grand public de tout ce que fait l'Organisation quotidiennement pour résoudre les problèmes de portée mondiale. Celle-ci a clairement démontré sa pertinence et son efficacité lors de la tragédie causée par le tsunami en Asie du Sud et du Sud-Est en décembre 2004, en coordonnant rapidement les activités de secours et en organisant le débat nécessaire à l'échelle mondiale pour arrêter des mesures à plus long terme. En ce qui le concerne, le Département a dégagé des ressources pour rendre compte périodiquement et rapidement, à l'aide de divers moyens d'information, des

activités internationales d'assistance humanitaire et de redressement menées dans les pays touchés par le tsunami. Grâce en partie à ses efforts, la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles (Kobé, Japon, 18-22 janvier 2005), qui s'est tenue seulement trois semaines après la catastrophe causée par le tsunami, a fait l'objet de plus de 400 articles dans les grands journaux du monde entier, et des producteurs d'émissions radiophoniques et des photographes se sont rendus au Darfour afin de rendre compte des efforts faits par les organismes des Nations Unies pour résoudre la crise, à Nairobi pour rendre compte de la réunion historique du Conseil de sécurité et ailleurs pour couvrir d'autres manifestations importantes.

B. Campagne d'information sur le renouvellement de l'ONU

8. Tout au long du second semestre de 2004 et au début de 2005, le Département de l'information s'est employé essentiellement à appeler l'attention de l'opinion publique internationale sur la revitalisation et la réforme de l'ONU préconisées par le Secrétaire général. Il a mis l'accent, en particulier, sur les préparatifs de la réunion plénière de haut niveau que l'Assemblée générale doit tenir au début de sa soixantième session, en septembre 2005, afin d'examiner les progrès accomplis dans l'application de la Déclaration du Millénaire. Conscient de la volonté du Secrétaire général de se servir de cette réunion pour que les États Membres prennent des décisions énergiques propres à les aider à mieux concrétiser la vision commune sur laquelle reposent les objectifs du Millénaire, le Département élabore actuellement une stratégie de communication intégrée devant permettre de lier la réunion plénière de haut niveau à toute une série de grandes manifestations.

9. La première de ces manifestations a été le lancement, en décembre 2004, du rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, qui contient plus de 100 propositions de réformes de l'Organisation visant à lui permettre de relever les défis du XXI^e siècle. À l'occasion de ce lancement, le Département a organisé à l'intention des décideurs et du public, en étroite coopération avec le secrétariat du Groupe et des partenaires stratégiques tels que la Fondation pour les Nations Unies, une grande campagne d'information qui visait, d'une part, à rappeler aux dirigeants du monde entier qu'ils devaient débattre de manière constructive à l'ONU des menaces qui pèsent sur le monde afin d'arrêter des mesures à la réunion plénière de haut niveau de 2005 et, d'autre part, à convaincre l'opinion publique que 2005 serait une année décisive qui nécessiterait des efforts concertés de la part des dirigeants de tous les pays. En l'espace d'une semaine, le Département a produit une version brochée du rapport, une pochette d'information à l'intention des journalistes et un document de synthèse. Le rapport et les documents connexes ont été affichés sur un site Web consacré à cette question (<www.un.org/french/secureworld>). Afin d'aider les journalistes à faire leur travail et à répondre à de nombreuses demandes d'information, le Département a organisé des séances d'information à l'intention de rédacteurs en chef ou de comités de rédaction pour le compte de membres du Groupe de personnalités de haut niveau, tant avant qu'après le lancement du rapport. Ces séances d'information, conçus pour stimuler l'intérêt de journalistes et d'organisations de presse qu'elles ne concernaient pas directement mais qui étaient soucieux de s'informer pour ne pas se laisser distancer par leurs concurrents, ont été organisées, non seulement à New York et à Washington, mais aussi à Londres (avec le *Times*, le *Daily Telegraph*, le

Guardian, *l'Independent*, la BBC, le *Financial Times* et *l'Economist*), à Berlin et à Francfort (avec le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le *Frankfurter Rundschau*, le *Berliner Zeitung*, le *Tagesspiegel*, *Die Welt*, le *Financial Times Deutschland* et *Der Spiegel*) et à Paris (avec *Le Monde*, *Le Figaro* et *Jeune Afrique*). *L'Economist* et plus de 30 journaux du monde entier, dont le *Los Angeles Times*, *Le Monde*, *l'International Herald Tribune*, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Al Akhbar*, *El País*, *El Mercurio* (Santiago du Chili) et *The Nation* (Bangkok), ont publié un article sur le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau. Le Département a par ailleurs organisé des entretiens entre des journalistes et plusieurs membres du Groupe et aidé à organiser au Siège un débat public avec plusieurs des principaux membres du Groupe, auquel ont participé des dirigeants de la société civile.

10. Le Département doit assurer la publicité d'un certain nombre de rapports et de manifestations prévus dans le cadre des préparatifs de l'examen de haut niveau de l'application de la Déclaration du Millénaire auquel doit se livrer l'Assemblée générale en septembre 2005. Ainsi, en janvier, il participera au lancement du rapport du Projet objectifs du Millénaire, qui doit proposer un plan d'action pour réaliser ces objectifs, et il mettra au point les campagnes qui préluderont à la publication, en mars 2005, du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire, à la tenue des réunions de haut niveau de l'Assemblée générale sur le sida et le financement du développement et à la réunion de haut niveau du Conseil économique et social sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Le Département de l'information veille également, en partenariat avec les 1 500 organisations non gouvernementales qui lui sont associées, à faire en sorte que le processus de renouvellement et de réforme de l'Organisation prenne en compte les idées de la société civile. La cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui se tiendra durant la semaine précédant le Sommet du Millénaire+5, mettra en vedette les efforts déployés par ces organisations pour soutenir l'adhésion commune des Nations Unies et de leurs États Membres à la Déclaration du Millénaire. Elle offrira aussi à la société civile une occasion exceptionnelle de s'investir dans la préparation du Sommet du Millénaire+5.

11. Mobiliser l'appui le plus large possible aux objectifs du Millénaire pour le développement, surtout au niveau national, demeure une priorité de l'action du Département. Dans le cadre de la coordination pour tout le système des Nations Unies de la campagne de soutien à ces objectifs, le Département leur a trouvé un nouvel emblème qui combine le slogan « Keep the Promise » (Une promesse à tenir) et le graphisme « 2015 » retenu par la Campagne du Millénaire. Le site Web du CyberSchoolBus, qui vise un public de jeunes, offre une présentation détaillée des objectifs. Plusieurs centres d'information des Nations Unies se sont, eux aussi, attachés à faire connaître les objectifs, notamment par voie d'annonces publiques (Bujumbura, Panama et Ouagadougou), ou en organisant un concours dramatique (Téhéran), une course à pied contre la pauvreté (Yaoundé) ou encore des séminaires à l'intention des médias (Almaty, Bakou et Erevan).

12. Ces activités culmineront en octobre 2005 avec la célébration du soixantième anniversaire de l'ONU, qui sera l'occasion de rappeler aux États Membres les engagements qu'ils ont pris solennellement en adoptant la Charte des Nations Unies et aux peuples l'importance de soutenir une organisation qui a été créée en leur nom. Pour cela, le Département lancera en 2005 une large gamme d'activités destinées à mobiliser les États Membres et à resserrer ses liens avec ses partenaires

de la société civile et le grand public. Plusieurs actions et initiatives de grande visibilité seront menées dans le prolongement du slogan « UN60: A Time for Renewal » (ONU60 : le Renouveau). Après avoir choisi l'emblème du soixantième anniversaire et rédigé à l'intention de ses partenaires des directives pour sa célébration, le Département a entrepris de créer une base de données spéciale et d'établir un calendrier des manifestations prévues, à savoir des concerts, des colloques, des expositions et des conférences qui seront organisés avec différents partenaires dans toutes les régions du monde.

13. Avec le concours de la Mission permanente de la Suède auprès de l'ONU, le Département prépare un certain nombre de manifestations qui doivent célébrer le centième anniversaire de naissance de Dag Hammarskjöld et confirmer notre attachement à son héritage. Parmi ces manifestations, on notera la publication d'un calendrier 2005 illustré de photos extraites des archives du Département et de citations de Dag Hammarskjöld ainsi qu'un cycle de « conférences et conversations » dans le cadre duquel des experts venus d'horizons variés examineront l'héritage laissé par Dag Hammarskjöld à la lumière des événements, des évolutions et des crises que l'ONU a connus depuis le début du siècle. Le site Web de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld intitulé « Dag Hammarskjöld : Les années aux Nations Unies » doit lui aussi être actualisé.

C. Renforcer la nouvelle culture de l'évaluation

14. Depuis son adoption en 2001 et le premier rapport qui lui a été consacré en 2002, l'institution d'une culture de l'évaluation a représenté un élément fondamental de la réorientation du Département de l'information. La politique de planification stratégique par systématisation de l'évaluation que mène le Département a pu être renforcée grâce à la coopération du Bureau des services de contrôle interne. Exécutée en collaboration avec le Bureau, cette politique qui consiste à évaluer toutes les activités du Département de l'information est maintenant entrée dans sa troisième et dernière année. L'examen systématique de l'impact des activités d'information auquel a conduit cette politique a convaincu les responsables du Département à tous les niveaux de reconnaître à quel point il importe d'évaluer les résultats obtenus. Il a aussi mis en évidence l'importance d'entretenir des contacts directs et réguliers avec le public visé afin d'ajuster le travail du Département en fonction des besoins du public. Pour instituer une culture de l'évaluation, il a fallu accroître sensiblement les activités de sondage, qui ont plus que doublé depuis le lancement de l'examen annuel de l'impact du programme (voir le tableau 1). Plus de 10 000 usagers ont déjà eu l'occasion de faire connaître leur avis sur l'utilité, la pertinence et la qualité d'une large gamme de produits, services et activités du Département. Dans l'ensemble, il ressort des sondages effectués depuis 2002 que le Département a répondu aux attentes d'en moyenne 80 % du public visé pour ce qui est de l'utilité, de la pertinence et de la qualité de ses produits, activités et services (voir le tableau 2). Les retours d'informations ainsi obtenus ont permis aux responsables du programme de mieux cerner les prestations à améliorer. Ainsi, par exemple, l'un des sites Web du Département a été réaménagé à partir des retours d'information reçus des usagers afin de mieux répondre à leurs besoins d'information.

Tableau 1
Sondage auprès des publics visés

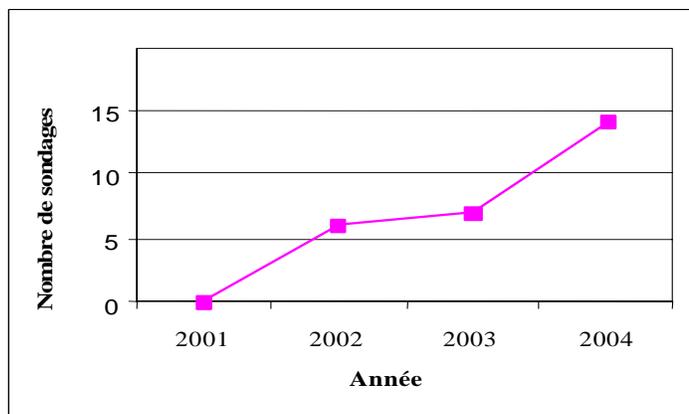
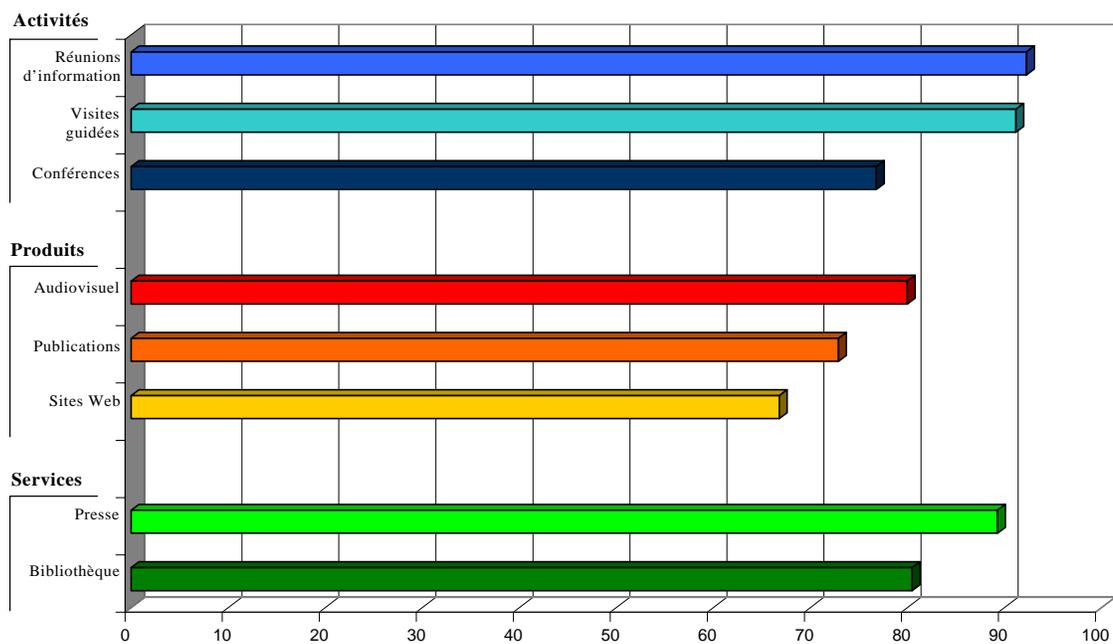


Tableau 2
Utilité, pertinence et qualité des activités, des produits et des services
du Département de l'information

(En pourcentage)



Pourcentage des répondants au sondage déclarant que leurs besoins sont satisfaits

15. Il faut porter au crédit de ses responsables que le Département de l'information s'est procuré ces retours d'information sur la qualité de ses produits et activités sans rien prélever sur les ressources destinées à la réalisation du programme au jour le jour, ce qui témoigne de sa créativité quand il s'agit de travailler dans les limites de strictes contraintes budgétaires. Cet essor de l'évaluation systématique s'explique également par les efforts que le Département a déployés pour former très largement son personnel aux techniques de recherche et d'évaluation d'audience. Si, au Siège, le Département a réussi à faire suivre par les deux tiers de ses « administrateurs » au moins un des ateliers de formation mis à leur disposition, il n'en rencontre pas moins des difficultés considérables quand il s'agit d'assurer une formation adéquate à son personnel sur le terrain. C'est pourquoi il explore la possibilité d'investir à l'avenir dans des modules de formation en ligne.

16. Le Département se heurte à une autre difficulté majeure, qui est celle de surveiller et analyser l'impact de ses campagnes de communication ainsi que la couverture de l'actualité onusienne par les médias. Dans le contexte actuel de restrictions budgétaires, il ne peut envisager de sous-traiter ces fonctions à une société indépendante. En conséquence, il a entrepris de renforcer ses moyens techniques et ses ressources internes en faisant suivre par son personnel les formations nécessaires pour assurer par lui-même un suivi et une analyse systématiques des médias. Le Département en a fait une priorité pour 2005.

III. Services de communication stratégique : thèmes prioritaires

17. Se guidant sur la Déclaration du Millénaire de septembre 2000 et les résolutions 58/101 B et 59/126 B de l'Assemblée générale, le Département de l'information a continué d'accorder une attention particulière aux grandes questions que sont l'élimination de la pauvreté, la prévention des conflits, le développement durable, les droits de l'homme, l'épidémie de VIH/sida, la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, les besoins du continent africain, le dialogue entre les civilisations et les cultures de paix.

18. Donnant suite aux recommandations du Comité de l'information, le Département a pris de nouvelles mesures pour mieux faire connaître les travaux et les décisions de l'Assemblée générale. En continuant d'insister sur le principe d'une collaboration et d'un partenariat plus étroit au sein du système des Nations Unies, le Département a pu mettre à la disposition du Président de l'Assemblée à sa cinquante-neuvième session les services d'un porte-parole fourni par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Lui-même a détaché un assistant en information à plein temps auprès de ce porte-parole, contribuant ainsi à assurer la fluidité et la continuité de l'information à destination des médias et au sein du Secrétariat. Le Département a également assuré la mise à jour régulière du site Web consacré aux activités du Président de l'Assemblée. La couverture des travaux de l'Assemblée et de son président a par ailleurs été sensiblement élargie. Non contente de diffuser les déclarations des chefs d'État et/ou de gouvernement aux chaînes de radio nationales des pays les moins développés pendant le débat général de l'Assemblée, la radio des Nations Unies a enregistré des entretiens avec les dirigeants de plusieurs de ces pays, dont le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et le Rwanda. Les Ministres des affaires étrangères

du Tchad, du Kazakhstan, de la Lituanie, de Madagascar, de Maurice, du Sénégal et du Tadjikistan ont également été interviewés. La *Chronique des Nations Unies* a publié des informations approfondies sur les cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de l'Assemblée et sur les travaux de ses grandes commissions, ainsi que des extraits du débat général.

19. Le processus de planification-client lancé en 2003 dans le cadre de la réforme du Département a été encore renforcé. La Division de la communication stratégique, qui est responsable au premier chef de cet aspect du travail au sein du Département, a continué d'aider et de conseiller sa clientèle de départements organiques sur les stratégies et les tactiques requises pour faire connaître leurs activités et mieux faire passer leurs messages. Plus de 12 stratégies de communication concernant des questions et des manifestations prioritaires ont ainsi été officiellement formulées et arrêtées, puis exécutées en coordination avec l'ensemble du Département. Pour intensifier la couverture médiatique des questions de développement économique et social aux niveaux tant international que régional, notamment à l'occasion de la publication de rapports sur ces questions, une nouvelle stratégie a été adoptée, qui prévoit d'organiser des conférences de presse dans les capitales d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine et non plus seulement au Siège chaque fois qu'un rapport est publié. Cette stratégie a entraîné une couverture accrue des rapports concernés par la presse internationale et régionale.

A. Campagnes thématiques

20. Grâce à une coordination plus étroite avec les organismes du système des Nations Unies et le Gouvernement du pays hôte, le Département a réussi à donner une couverture médiatique substantielle à la Réunion internationale sur le développement durable des petits États insulaires en développement qui s'est tenue à Maurice du 10 au 14 janvier 2005. Pour cela, il a diffusé longtemps à l'avance une série de communiqués de presse et de notes de synthèse sur différents volets de la réunion, en s'aidant d'un fichier informatisé contenant les noms de plus de 1 400 journalistes spécialisés dans les questions intéressant l'environnement et les îles. En outre, le Département a accueilli le site Web bilingue et officiel de la réunion (<<http://www.un.org/smallislands2005/>>) et conçu, dans le cadre de *L'ONU travaille*, un site Web spécialisé sur les insulaires qui a fait date pour leurs communautés (<<http://www.un.org/works/smallislands/index.asp>>, en anglais seulement). Le dossier de presse de la Réunion, préparé en anglais et en français, a été largement diffusé par le truchement des centres d'information de l'ONU. De surcroît, le Département a envoyé sur place des fonctionnaires de ses bureaux new-yorkais et genevois pour assurer le service des journalistes couvrant la réunion et fournir eux-mêmes des matériaux pour la radio, la télévision, la presse écrite et la presse en ligne de l'Organisation.

21. En association avec l'Union internationale des télécommunications, le Département s'est employé à sensibiliser le public à la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se tiendra à Tunis du 16 au 18 novembre 2005. Il a prêté son concours au secrétariat du Groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet, qui soumettra ses recommandations à l'occasion du Sommet. Les activités du Groupe de travail ont fait l'objet d'articles dans *The Economist* et *Le Soleil* ainsi que dans plusieurs revues spécialisées dans les technologies de l'information et de la communication, parmi lesquelles *Computer Weekly*, *Web*

News, *IT World*, *Computer Business Review* et *MacWorld*. La presse du monde en développement est elle aussi visée par cet effort, et une « libre opinion » du Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information portant sur l'ONU et la gouvernance de l'Internet et distribuée par Inter Press Service a été reprise, entre autres, par le *Deccan Herald* en Inde et *Democracia Digital* au Costa Rica.

22. Le Département a continué d'accorder un degré élevé de priorité à la promotion des droits de l'homme. Le Secrétaire général adjoint a tenu des réunions de stratégie et de coordination avec la Haut Commissaire aux droits de l'homme en octobre 2004 et avec son adjoint en décembre 2004. Ces réunions ont débouché sur un accord en vue d'organiser des actions de promotion communes. La célébration de la Journée des droits de l'homme en 2004, qui a été le fruit d'un effort commun du Haut Commissariat aux droits de l'homme et du Département de l'information, a coïncidé avec une séance plénière de l'Assemblée générale marquant la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004). Deux tables rondes ont été organisées à cette occasion, intitulées, respectivement, « Freedom from Fear and Want – the Human Rights Year in Review » (Libéré de la peur et à l'abri du besoin – bilan de l'année des droits de l'homme) et « Human Rights Education in the School System – Practical Experiences » (L'éducation dans le domaine des droits de l'homme au sein du système scolaire – expériences pratiques). De même, une exposition organisée en association avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et une organisation non gouvernementale sous le titre de « Lest We Forget : The Triumph Over Slavery » (Devoir de mémoire : le triomphe sur l'esclavage) a été montée au Siège de l'ONU. La Journée internationale des droits de l'homme a également coïncidé avec la Conférence annuelle des étudiants sur les droits de l'homme parrainée par le Département de l'information. Les participants à la conférence de 2004, qui était organisée sous forme de vidéoconférence multisite, étaient des jeunes venus du Canada, de la République dominicaine, du Mexique, de l'Afrique du Sud, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique. Des étudiants de Chine, de l'Inde, du Kenya, de Roumanie, de Suède, des Philippines et du Royaume-Uni ont pu se joindre à eux par l'Internet et dans le cadre de forums de discussion.

23. Le Département a mis ses compétences en matière de communications au service des sessions de juillet 2004 et janvier 2005 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, en visant plus particulièrement la presse des pays dont le Comité devait examiner les rapports nationaux. La session de juillet a fait l'objet d'articles parus dans la presse quotidienne espagnole, bangladaise et maltaise. Les agences de presse anglophones et hispanophones et les services d'information en ligne ont eux aussi largement couvert cette session, y compris en Afrique. Pour la célébration annuelle de l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution sur les femmes, la paix et la sécurité, le Département de l'information a fait paraître une publication spéciale illustrant ces thèmes en faisant le portrait de femmes qui travaillent pour la paix. Par ses émissions de radio et de télévision et par ses publications sur papier et en ligne, il a également diffusé dans le monde entier le rapport du Secrétaire général et le débat du Conseil de sécurité sur les mêmes thèmes.

24. Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale de faire du développement de l'Afrique une priorité de l'Organisation, le Département a redoublé d'efforts pour assurer une couverture maximum par la presse mondiale du

travail fourni dans ce domaine par l'Organisation, les gouvernements d'Afrique et leurs partenaires non africains. Le Conseiller spécial pour l'Afrique a présenté aux membres du Groupe de la communication des Nations Unies réunis à Nairobi en juin 2004 pour leur réunion annuelle une stratégie globale d'information à l'échelle du système qui prévoit un regroupement et un renforcement des activités d'information menées par l'Organisation en appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). En juillet 2004, le Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information et le Conseiller spécial pour l'Afrique ont annoncé ensemble que le magazine *Afrique Relance* du Département, qui est la clef de voûte du programme d'information de l'Organisation sur l'Afrique, s'appellerait désormais *Afrique Renouveau*. Ce changement de titre était censé mettre la revue à l'unisson des profondes transformations que connaît le continent depuis que ses dirigeants ont commencé de mettre en œuvre le NEPAD. *Afrique Renouveau* et son homologue anglophone *Africa Renewal* sont diffusés auprès de 34 000 abonnés au total. Il ressort d'une récente enquête d'audience que chaque exemplaire est lu en moyenne par huit ou neuf personnes en plus de l'abonné, ce qui implique que ces deux revues toucheraient plus de 300 000 personnes.

25. Le dialogue entre les civilisations et les cultures de paix est une autre question prioritaire pour le Département. Dans le cadre d'une initiative visant à examiner diverses formes d'intolérance et d'étudier les moyens de renforcer le respect et la compréhension entre les peuples, le Département a lancé l'année dernière un cycle de séminaires intitulé « Unlearning Intolerance » (Désapprendre l'intolérance) dont le premier était axé sur l'antisémitisme et le deuxième sur l'islamophobie. Ouvert à la participation de représentants du monde associatif, des grandes religions et des milieux universitaires, ce cycle devait permettre d'examiner comment l'intolérance, partout où elle existe et pour quelque motif que ce soit, pouvait être « désapprise » grâce à l'éducation, l'inclusion de l'autre et l'exemple personnel. Plus de 600 personnes ont participé à chacun de ces séminaires, ce qui représente une réponse très positive de la part du monde associatif, des fondations et du public. La promotion du dialogue entre les civilisations a également bénéficié des activités des centres d'information des Nations Unies, avec notamment un concours d'affiches à Erevan et des séminaires pour la presse à Minsk et Almaty. Le Centre d'information de Sydney a pu, quant à lui, faire publier des annonces sur le thème de la tolérance dans le journal australien *Sydney Morning Herald* avec le concours de l'agence de publicité Saatchi and Saatchi.

B. Opérations de maintien de la paix des Nations Unies et services d'information

26. Vu la forte hausse de la demande de maintien de la paix à laquelle l'ONU doit actuellement faire face, le Département de l'information s'est efforcé de relever deux défis au cours de l'année : le premier a été de mieux faire connaître les activités de maintien de la paix menées par l'ONU, et notamment la difficulté de déployer de nouvelles opérations ou de renforcer des opérations existantes; le deuxième défi était de mettre en place rapidement et sans heurt les services d'information des nouvelles opérations de maintien de la paix ou des opérations renforcées.

27. Le travail mené par le Département dans ce domaine repose toujours sur une étroite coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix. Ses

activités de planification et de coordination avec ce dernier se sont intensifiées en 2004 à mesure que le Département de l'information avançait dans la préparation et la diffusion de documents et de matériaux sur les nouvelles opérations de maintien de la paix à l'intention des médias et des centres d'information des Nations Unies. De même, il a travaillé en étroite collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et les missions de l'ONU sur le terrain pour aider à planifier, doter en personnel et soutenir les services d'information des missions nouvelles ou renforcées, pour aider à mieux cerner leurs besoins en matière de communication, pour mettre au point leurs budgets, leurs tableaux d'effectifs et leurs principes opérationnels et pour pourvoir leurs postes. Le Département a également continué de prêter son concours aux services d'information des missions de paix en cours, notamment en les aidant à formuler des stratégies de communication, en facilitant la couverture des activités et de l'actualité de ces missions par la presse onusienne et les médias, en les aidant à sélectionner leur personnel et en les aidant par ses conseils à formuler leurs propres politiques.

28. Le caractère intégré de cette planification n'a jamais été plus manifeste que dans le cas de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, le Département ayant été associé de près aux préparatifs de cette mission dès le départ. Il a notamment participé aux activités ci-après :

- Réunions de planification et d'information dès avant l'adoption du mandat de la Mission (de février à mai 2004);
- Mission d'évaluation en Haïti (en mars 2004);
- Réunions de planification au Siège (de juin à novembre 2004);
- Consultations courantes.

29. Grâce à cette approche intégrée, le Département a pu jouer un rôle central dans la conception des services d'information de la Mission, la sélection de son personnel, l'établissement de son budget et la planification de ses activités. Il a travaillé en étroite collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix pour s'assurer que le responsable de l'information ainsi qu'un fonctionnaire de l'information – tous deux membres du Département de l'information – se trouvent en Haïti avant même l'entrée en vigueur du mandat de la Mission. Le Département de l'information a poursuivi depuis son étroite collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix sur toutes ces questions et il est en contact permanent avec les services d'information de la Mission elle-même.

30. Le même modèle a été suivi pour la planification et la mise en place de la mission en Côte d'Ivoire. Le Département a également participé à la planification de la mission au Burundi à partir du Siège, même s'il n'a pas participé aux missions d'évaluation préalables dépêchées sur le terrain. Il en a été de même en ce qui concerne la mission politique actuelle des Nations Unies au Soudan et la future mission de maintien de la paix dans ce pays.

C. Centres d'information des Nations Unies

31. Le principal objectif des propositions de réforme faites en 2002 par le Secrétaire général était d'améliorer l'efficacité du réseau des centres d'information des Nations Unies par le biais de la rationalisation et du regroupement. On a donc

commencé par fermer neuf bureaux en Europe occidentale et créer un Centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles, le 1^{er} janvier 2004. Un plan détaillé concernant la poursuite de la rationalisation du réseau des centres d'information des Nations Unies a été présenté à la vingt-sixième session du Comité de l'information (voir A/AC.198/2004/3). Les débats tenus au cours de cette session et des réunions bilatérales ultérieures avec les États Membres intéressés ont clairement mis en évidence qu'aucun consensus ne s'était dégagé sur la façon de procéder en la matière. Cet effort de rationalisation s'est en outre heurté à la décision de l'Assemblée générale de réduire de 2 millions de dollars le budget opérationnel des centres d'information des Nations Unies qui a rendu plus difficile la tâche de nombreux centres, ainsi qu'à divers facteurs politiques et économiques, dont la chute du dollar. Prenant en considération à la fois les vues des États Membres et la nouvelle réalité, le Secrétaire général a revu son plan de rationalisation du réseau des centres d'information des Nations Unies, ce dont il rend compte en détail dans son rapport à la vingt-septième session du Comité de l'information (A/AC.198/2005/3).

32. Entre-temps, le Centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles a commencé à progresser régulièrement en tant que pôle d'information pour l'Europe occidentale. Depuis qu'il a emménagé dans les nouveaux locaux mis gratuitement à sa disposition, le 15 juillet 2004, il a été en mesure d'entreprendre des activités de diffusion, de veille médiatique et de promotion et d'en élargir la portée par le biais de divers médias et dans un nombre croissant de langues auprès des 22 pays de la région qu'il dessert. Tirant parti des bases de données existantes des anciens centres d'information des Nations Unies, le Centre régional a commencé à produire, traduire et diffuser des communiqués de presse et autres supports de promotion à l'intention d'audiences clés dans la région. À titre d'exemple, rien qu'en portugais, près de 1 200 pages ont été produites et fournies à d'autres organismes du système des Nations Unies, tels que le Centre d'information des Nations Unies de Rio de Janeiro et les bureaux du PNUD dans les pays lusophones d'Afrique et d'ailleurs. De même, des documents d'information en langue allemande établis par le bureau allemand du Centre régional d'information des Nations Unies seront distribués par l'intermédiaire du Service d'information des Nations Unies à Vienne et d'autres agents. Le Centre régional a en outre lancé avec succès un magazine électronique à l'intention de ses partenaires en France de sorte qu'il est mieux connu dans ce pays. Le nouveau site Web du Centre d'information régional des Nations Unies couvre maintenant la plupart des langues d'Europe occidentale (<www.runic-europe.org>).

33. Le Centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles est aussi apparu comme un important lieu de réunion pour les Nations Unies – présentation de grands rapports, importantes conférences de presse et autres activités médiatiques. Il a noué d'étroites relations de travail à tous les niveaux avec la Commission, le Conseil et le Parlement européens visant à concevoir ensemble des initiatives et des produits d'information. Des plans sont actuellement élaborés avec la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en vue de coorganiser des visites de journalistes de l'Union européenne et des projets des Nations Unies dans les pays en développement. Compte tenu de la présence de 16 autres organismes et programmes des Nations Unies à Bruxelles, le Centre régional d'information des Nations Unies est par ailleurs bien placé pour coordonner les activités de communication de l'équipe de pays des Nations Unies. À cette fin, le Centre a pris l'initiative de créer un Groupe régional de communication des Nations

Unies, sur le modèle du Groupe de la communication des Nations Unies, au Siège de l'ONU.

34. Le rapport du Secrétaire général sur la rationalisation du réseau des centres d'information des Nations Unies (A/AC.198/2005/3) fournit des informations sur les questions opérationnelles relatives au Centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles.

IV. Services de l'information : liaison avec les médias

35. La Division de l'information et des médias a continué de s'acquitter activement de sa mission première, à savoir diffuser chaque jour dans le monde entier des informations sur l'ensemble des activités de l'Organisation par le biais des divers médias – presse écrite, radio, télévision, photographie et Internet. Ses activités au cours de l'année écoulée ont été principalement axées sur le renforcement des partenariats avec les journalistes de la radio et de la télévision en vue d'une plus grande diffusion des produits audiovisuels à un plus vaste public. Pour ce faire, on a eu recours à une stratégie triple – amélioration de l'information en retour et de l'évaluation avec les partenaires existants, mobilisation de nouveaux partenaires et renforcement de la coordination avec d'autres organismes des Nations Unies.

A. Radio, télévision et vidéo des Nations Unies : création de partenariats

36. Le Département a continué de s'appuyer sur son solide réseau de plus de 174 stations de radio partenaires dans 75 pays et l'a étendu en s'alliant à Radio 10 au Guatemala, Radio Post Phillip en Australie, Comunidad 100 en Argentine et trois autres stations de radio en Chine – Radio Sichuan, Radio Lianing et Radio Ji Lin. Au cours de l'année écoulée, l'événement le plus marquant a été le lancement d'un nouveau programme de radio consacré à l'Afrique. Une émission hebdomadaire visant l'Asie a trouvé un nouveau souffle et un fonctionnaire doit se rendre en Inde pour produire des programmes et les promouvoir. Toujours pour élargir sa diffusion, le Département a pu, grâce à un don, recruter un journaliste de radio américain chargé de produire des flashs d'information et courts reportages, *UN Minutes*, pour les distribuer à des stations de radio et à des réseaux, principalement aux États-Unis. Radio Bloomberg a manifesté un vif intérêt pour ces programmes de courte durée qui correspondent plus au goût du grand public américain, lequel écoute des programmes de musique entrecoupés de brefs flashs d'information. En outre, le Département a fait bénéficier ses programmes de radio d'une promotion particulière par le biais de l'Association internationale des présidents d'université, qui assure la diffusion d'émissions de radio sur les campus de 700 universités aux États-Unis et dans le monde entier.

37. L'existence de liens étroits avec les partenaires de télé et radiodiffusion du Département de l'information est indispensable à la diffusion continue de ses produits. Le Département a donc continué d'informer ses partenaires des services qu'il propose et de se renseigner sur leurs besoins. *AVeNews*, catalogue électronique unique en son genre qui énumère les plus récentes nouvelles audiovisuelles et médiatiques de l'ensemble du système des Nations Unies, a vu le

nombre de ses abonnés augmenter de 25 % au cours de l'année écoulée. Une enquête récente menée auprès d'un échantillon de ses partenaires – télévision et radio – a aussi révélé une vive satisfaction quant au contenu et à la grille de diffusion de ses programmes. Les personnes interrogées ont formulé des suggestions au sujet du calendrier, de la présentation et des moyens de diffusion précis de ce produit sur lesquelles s'est fondée une enquête plus détaillée qui sera entreprise cette année et dont les résultats influenceront directement sur la programmation du Département. Pendant ce temps, le Département continue d'avoir des contacts avec les organes de radio et de télévision et de répondre à leurs besoins. Radio Beijing a ainsi prévu de rediffuser les concerts de la Journée des Nations Unies par l'intermédiaire d'un groupe de plus de 20 stations de radio en Chine, et la Radio des Nations Unies lui fournira un appui technique.

38. Conscient qu'améliorer la distribution est indispensable au renforcement de la diffusion, le Département a, de concert avec la plupart des organismes des Nations Unies s'intéressant à l'audiovisuel, encouragé la recherche de nouvelles modalités d'accès à ses produits par les organes de radio et de télévision, qui a débouché sur une importante nouvelle initiative grâce à laquelle le Département et les producteurs de matériaux audiovisuels et vidéo de tout le système des Nations Unies pourront rapidement distribuer à ces organes ces matériaux provenant du Siège par l'intermédiaire des bureaux extérieurs. APTN, la plus importante agence de presse télévisée dans le monde, qui compte plus de 500 abonnés, a offert à l'ONU 10 minutes de temps satellite à titre gratuit, cinq jours par semaine et deux fois par jour sur leur Global Video Wire. Le Département produira ce programme quotidien à partir de séquences filmées par ses propres équipes de télévision et de vidéo et d'images transmises par ses partenaires des Nations Unies. L'APTN et d'autres agences de radio et de télévision diffusent régulièrement des reportages en direct sur d'importantes manifestations au Siège produits par la Télévision des Nations Unies, mais l'Organisation n'a jamais eu auparavant les moyens de transmettre quotidiennement à autant de journalistes de la presse écrite et parlée des informations sur l'ensemble des activités des Nations Unies.

39. Une dizaine de grandes chaînes de télévision sont venues grossir les rangs des partenaires internationaux diffusant sur leurs ondes des productions du Département. Au cours de l'année écoulée, ce dernier s'est aussi employé à accroître la diffusion de messages d'intérêt public sur les questions prioritaires pour les Nations Unies. Il convient à ce propos de mentionner le succès de la série de spots télévisés sur le Forum de Barcelone, dont 13 ont été diffusés à 175 chaînes de télévision dans le monde entier, et des annonces télévisées sur la Journée internationale de la paix des Nations Unies diffusées par la chaîne A&E consacrée à l'histoire (History channel), et le fait que des partenaires du câble américain tel que Cable Positive, le programme d'action contre le sida de l'industrie américaine du câble et des communications, sont convenus de distribuer gratuitement et régulièrement des annonces sur le VIH/sida à un grand nombre de distributeurs. Des discussions sont aussi en cours avec des chaînes de télévision au sujet d'une série de flashes commémorant le soixantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

40. L'intérêt croissant que porte l'industrie de radiotélédiffusion commerciale aux produits des Nations Unies a aussi été mis en évidence par le rôle consultatif joué par le Département dans le cadre de plusieurs projets cinématographiques et télévisés. Un producteur français indépendant travaille actuellement sur un projet de

film et d'émission télévisée en deux parties sur l'Organisation, son histoire, son rôle actuel et ses perspectives d'avenir à l'échelle mondiale. Le Département collabore aussi avec Scholastic, société américaine spécialisée dans la production de supports pédagogiques et médiatiques qui s'intéresse aux projets internationaux. Un documentaire sur la fondation de l'Organisation des Nations Unies a fait l'objet d'une coproduction internationale et, avec l'aide du Département de l'information, la télévision de Beijing a produit une série sans précédent de films sur les ambassadeurs itinérants et les ambassadeurs de la paix des Nations Unies.

41. Une action de proximité efficace passe par une promotion active des produits du Département et les efforts consentis dans ce domaine portent leurs fruits. Le Département, par le biais de sa participation au MIPTV, premier marché international annuel des programmes de télévision, a pu faciliter l'accès des distributeurs internationaux aux productions, séquences et photos récentes des organismes du système des Nations Unies, ce qui s'est traduit par une multiplication des coproductions, dont *Genesis*, une coproduction PNUÉ et Télémages (France), *Staying Alive*, de MTV et la Banque mondiale, et une future coproduction entre le Département et al Jazeera, ainsi qu'une séquence animée télévisée sur le sixième anniversaire de l'ONU produite par Harmony Gold.

B. Produits imprimés

42. L'intérêt pour les produits imprimés ne se démentant pas, le Département a publié une nouvelle édition révisée de l'*ABC des Nations Unies*. Ce précieux ouvrage donne un aperçu à la fois général et concis des multiples activités des Nations Unies, notamment sur les plans politique, économique, social et humanitaire, mais aussi dans les domaines de la promotion des droits de l'homme et du droit international, et rend compte des succès remportés en matière de décolonisation. Cette édition entièrement mise à jour et accessible en ligne donne une vue d'ensemble de la manière dont les membres du système des Nations Unies œuvrent de concert, malgré les distances qui les séparent, à promouvoir le progrès et le bien-être dans le monde.

C. Site Web de l'Organisation des Nations Unies

43. Le site Web de l'ONU, qui continue d'être largement consulté par des utilisateurs du monde entier, demeure la source première d'information sur l'Organisation et ses activités. Le *Centre de nouvelles des Nations Unies*, portail permettant à un nombre de plus en plus grand de visiteurs d'accéder aux dernières nouvelles et aux autres sources d'information sur les activités du système des Nations Unies, a continué de se développer. Son efficacité est attestée par le nombre de plus en plus important de sites, notamment de médias de renom, d'organismes gouvernementaux et d'ONG, qui établissent des liens directs avec la page d'accueil de celui-ci ou avec des segments thématiques ou qui présentent ses informations sur leurs pages. C'est ainsi que quelques jours après le lancement de la page spéciale du *Centre de nouvelles* sur la catastrophe provoquée par le tsunami, des liens ont été établis sur un grand nombre de sites Web dont ceux du quotidien britannique *The Guardian*, d'*AcademicInfo.net* et du Réseau Science et Développement (*ScieDev.net*).

44. Les services d'information du Département ont touché un public de plus en plus large, comme en témoigne l'augmentation du nombre d'abonnés au service d'information en ligne : plus de 33 500 en décembre 2004 pour le français et l'anglais, soit 50 % de plus que l'année précédente. Compte tenu du succès de l'abonnement électronique aux dépêches du *Centre de nouvelles*, et d'autres services de ce type tels que les séquences vidéo et photos sur les activités de l'ONU, il a fallu réévaluer les besoins techniques nécessaires au fonctionnement de ce service à la lumière des capacités infrastructurelles permettant de prendre en charge le volume du courrier électronique sortant. L'extension du système d'abonnement électronique aux dépêches du *Centre de nouvelles* à toutes les langues a donc été reporté à plus tard en 2005.

45. Des renseignements plus détaillés sur le site Web de l'ONU figurent dans le rapport du Secrétaire général sur cette question, qui a été soumis au Comité de l'information pour examen à sa vingt-septième session (A/AC.198/2005/5).

V. Les services de diffusion: renforcer les partenariats avec la société civile

46. Au Siège et dans les bureaux extérieurs, les activités organisées par le Département sont de plus en plus liées à des partenariats avec la société civile ainsi qu'avec le système des Nations Unies. Le Département a redoublé d'efforts pour transmettre les messages et les informations des Nations Unies à la société civile, au moyen notamment de partenariats avec des ONG, des éducateurs, des étudiants, des représentants des médias et le secteur privé, de façon de plus en plus intégrée et à travers les canaux habituels ou de nouveaux canaux. Dans un certain nombre de domaines, la diffusion a été renforcée grâce aux moyens de communication électronique comme l'Internet ou les réunions virtuelles avec des partenaires éloignés par retransmission en direct sur le Web ou vidéoconférences.

A. Diffusion à la société civile et aux organisations non gouvernementales

47. La Section des organisations non gouvernementales du Département, qui travaille avec plus de 1 500 ONG associées, continue d'établir des partenariats qui permettent de renforcer les liens de l'Organisation avec la société civile et de professionnaliser et renforcer les liens entre les ONG et les Nations Unies, mais aussi de donner aux ONG la possibilité de mettre en place des réseaux d'appui aux activités de l'Organisation. En plus du programme d'information, de plus en plus perfectionné, qui propose des notes d'information hebdomadaires à l'intention des ONG, des ateliers de communication et un centre de documentation, la conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales est maintenant largement reconnue comme la réunion d'ONG la plus importante qui se tient chaque année au Siège et qui est attendue des ONG du monde entier.

48. La Conférence annuelle des ONG associées au Département, qui s'est tenue du 8 au 10 septembre 2004 sous le thème « Objectifs du Millénaire pour le développement : la société civile agit », a été centrée sur les efforts qu'entreprend l'Organisation pour développer les partenariats avec la société civile en appui aux

objectifs du Millénaire pour le développement. Cette conférence a rassemblé 1 800 participants représentant 555 organisations établies dans 66 pays. Les organisateurs de la Conférence ont tenu compte des réformes en cours pour renforcer la participation des partenaires de la société civile conformément aux recommandations du Groupe de haut niveau sur les relations entre l'ONU et la société civile. Pour privilégier l'apport des ONG à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, la Conférence a pour la première fois organisé, le dernier jour de ses travaux, une audition publique destinée à transmettre les préoccupations et recommandations des ONG aux responsables de l'Organisation et des gouvernements. Les travaux de la Conférence ont été suivis grâce à un site Web interactif qui a enregistré 1 562 connections (soit 200 % de plus qu'en 2003). En outre, les centres d'information des Nations Unies ont organisé des réunions, des séminaires et des conférences parallèles à Téhéran, à Dakar, à Asunción et à Moscou, au siège de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Santiago et à la Rutgers University aux États-Unis. Les médias ont largement rendu compte de ces activités de diffusion tout au long des trois jours de la Conférence : plus de 150 articles de presse publiés, soit 170 % de plus que pendant la conférence précédente.

B. L'action éducative

49. À la faveur de partenariats novateurs entre les secteurs public et privé, la Section de l'action éducative a renforcé les liens entre le Département et les éducateurs, les étudiants et le public. C'est ainsi que dans le cadre du projet global d'enseignement et d'apprentissage, l'initiative Cloche de la Paix, mise en place sous l'égide du groupement de 26 ministères de l'éducation de l'Union européenne (European Schoolnet) et de l'Earth Society Foundation, a permis de faire participer des centaines d'écoles européennes à des activités centrées sur l'éducation pour la paix. En outre, un concours sur la Vision des jeunes pour la vie sur les îles, coparrainé par l'UNESCO, a permis à des enfants et des jeunes insulaires de donner leur vision de l'avenir dans les îles. Le programme *Les Nations Unies travaillent pour tous* a aussi continué, au moyen de partenariats avec les médias, de faire connaître les retombées de l'action de l'Organisation sur la vie des citoyens ordinaires. À l'occasion du Festival mondial de la jeunesse du Forum de Barcelone qui s'est tenu en août 2004, un épisode de la série télévisée *What's Going On?*, diffusée sur la chaîne Showtime, a été présenté par l'actrice Meg Ryan et a permis à des centaines de jeunes de discuter de la manière dont ils pourraient contribuer à briser le cycle de la violence et à apporter des changements au niveau de leur communauté. Cette série de 10 émissions est une source d'enseignements précieux pour les éducateurs et les ONG participant à des campagnes de sensibilisation à des questions essentielles. Un autre partenariat a été créé avec la chaîne Discovery et l'UNESCO dans le but de mettre en évidence la diversité culturelle et de promouvoir les langues menacées de disparition au moyen de 20 messages publicitaires diffusés dans le monde entier.

50. Le journalisme demeure pour l'Organisation un domaine essentiel pour l'établissement de partenariats. Le Programme du Département de l'information pour la formation des diffuseurs et journalistes des pays en développement, rebaptisé programme de bourses de formation de journalistes à la mémoire de Reham Al-Farra, continue de répondre aux besoins des journalistes des pays en

développement. En faisant connaître les travaux et les activités du système des Nations Unies tout en couvrant les travaux de l'Assemblée générale, il a permis de susciter, parmi les participants, un intérêt durable pour l'Organisation. Plus de 350 journalistes originaires de 152 pays ont participé à ce programme depuis sa création en 1981.

51. Dans le cadre des visites guidées du Siège, autre moyen éprouvé de sensibilisation, on a continué de collaborer avec les ONG et le secteur privé. En 2004, le Département a conclu un accord avec un confectionneur de vêtements qui a offert des uniformes aux guides, ce qui a contribué à rehausser l'image de ces fonctionnaires dynamiques et reconnaissables entre tous auprès du public. Le nombre de visiteurs a encore augmenté en 2004, à la faveur de l'accroissement du nombre de visites d'écoliers et du nombre de touristes à New York. On a enregistré 360 000 visiteurs en 2004 contre 323 000 en 2003, soit une progression de 11,4 %. En plus des visites guidées, le Groupe des programmes du Département a continué d'organiser un programme d'information à l'intention des visiteurs. En 2004, 428 groupes composés de 32 442 personnes ont bénéficié de séances d'information contre 376 groupes formés de 27 641 personnes l'année précédente, soit une augmentation de 17,4 %.

52. Les programmes spéciaux organisés par le Département sont souvent le fruit de partenariats avec la société civile ainsi qu'avec le système des Nations Unies. La célébration officielle de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA, en décembre 2004, s'est une nouvelle fois tenue sous l'égide du Département, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et de l'African Services Committee, avec le concours et l'appui de plusieurs ONG, fondations et sociétés privées. Organisée pour la deuxième fois hors Siège, à la cathédrale de St. John the Divine à New York, la cérémonie était ouverte au public. Compte tenu du lieu choisi pour cette cérémonie publique et grâce aux efforts d'information consentis par les coorganisateurs, la manifestation a été largement couverte par les médias et a attiré un public presque quatre fois plus nombreux que lors des commémorations organisées au Siège. La Journée internationale de la paix est maintenant célébrée le 21 septembre au moyen d'un programme élargi de vidéoconférences qui réunit des représentants d'organismes non gouvernementaux et des étudiants de 40 pays avec des jeunes dans les missions de maintien de la paix en Afghanistan, au Kosovo en Bosnie-Herzégovine et en Sierra Leone. De même, la Journée mondiale de l'environnement a été célébrée en 2004 grâce à un programme de vidéoconférences sur plusieurs sites qui a réuni des participants en Australie, en Croatie, en Grèce, au Mexique, à la Trinité-et-Tobago et aux États-Unis.

VI. Services de bibliothèque : mettre en place des services du savoir

53. Par l'intermédiaire du Comité directeur pour la modernisation et la gestion intégrée des bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies, la Bibliothèque Dag Hammarskjöld s'emploie activement, avec d'autres bibliothèques de l'Organisation, à évaluer les activités des bibliothèques des Nations Unies en vue d'aboutir à des résultats concrets dans les délais voulus. Cette collaboration a abouti à l'élaboration d'un rapport qui décrit les nouvelles orientations stratégiques applicables aux bibliothèques des Nations Unies. Le rapport a été soumis au Comité de

l'information qui l'examinera à sa vingt-septième session (A/AC.198/2005/4). La Bibliothèque Dag Hammarskjöld a aussi accueilli une réunion des bibliothèques du système des Nations Unies au cours de laquelle les participants sont convenus de collaborer à la mise en place d'un point d'accès central pour toutes les ressources des bibliothèques des Nations Unies. Celle-ci remplacera le Système commun de catalogage et de consultation en ligne des bibliothèques des Nations Unies.

54. La Bibliothèque s'est également lancée dans la réorganisation interne de ses services afin de pouvoir par la suite examiner et rationaliser ses activités techniques et appuyer la nouvelle orientation qu'elle donnera à ses activités de promotion de la gestion du savoir. Une nouvelle section, appelée Services du partage du savoir, a été créée au sein de la Bibliothèque. Elle fournira des services internes de consultation et de gestion de l'information aux bureaux du Secrétariat et aux missions permanentes afin d'aider ceux-ci à mieux utiliser les instruments et les méthodes de gestion de l'information.

55. La Bibliothèque a poursuivi son programme opérationnel concernant l'accès du Secrétariat et des États Membres aux documents officiels des Nations Unies, sur papier et sous forme électronique, et au moyen d'un système rapide de référence qui permet d'identifier les documents officiels et de les exploiter au mieux. Elle a aussi poursuivi ses efforts en ce qui concerne la numérisation des documents afin d'élargir la gamme de documents intégrés dans le Système de diffusion électronique des documents. Elle a ainsi progressé dans la réalisation de l'objectif consistant à intégrer dans ce système la documentation la plus complète de l'ONU. Si l'achat de livres et de périodiques sous forme écrite a diminué compte tenu des contraintes budgétaires, la Bibliothèque continue cependant de tenir à jour sa collection multilingue, y compris des publications sur la paix et la sécurité et les questions liées au développement. Elle facilite aussi l'accès aux sources d'information multilingues de l'Internet. Elle a également poursuivi ces programmes très appréciés de formation à l'utilisation des ressources d'information des Nations Unies et a élargi leur portée à la faveur de l'organisation, à Addis-Abeba en décembre 2004, d'un atelier régional de formation pour les bibliothèques de dépôt en Afrique.

VII. Conclusions

56. La réorientation des activités du Département de l'information, lancée en 2002 avec les propositions de réforme du Secrétaire général, est maintenant achevée. Le Département a appliqué les recommandations issues de l'examen d'ensemble de ses activités qui relèvent de la compétence du Secrétaire général et s'appuient sur les résolutions de l'Assemblée générale et les orientations du Comité de l'information. Le titre des prochains rapports du Secrétaire général sur les questions concernant l'information, qui seront centrés sur les activités d'ensemble du Département dans les domaines prioritaires définis par l'Assemblée générale et le Secrétaire général, seront donc modifiés en conséquence.

57. Le soixantième anniversaire de l'ONU, qui sera cet année l'occasion d'une réflexion et d'un renouveau, sera le moment pour le Département de faire connaître l'histoire des Nations Unies de façon plus dynamique à un nombre sans précédent de personnes dans le monde entier. Ce sera l'occasion non seulement de faire connaître cette histoire, mais aussi de donner à l'Organisation de meilleurs outils pour faire face aux défis actuels et pour gagner l'appui du public en faveur des

activités vitales qu'elle entreprend. Ce sera également l'occasion pour l'Organisation de se rendre encore plus indispensable à l'échelle de la planète.

58. Comme le disait l'ancien Secrétaire général Dag Hammarskjöld dans un discours prononcé en 1959 sous le titre « Avons-nous besoin des Nations Unies? », « Nous avons besoin de l'Organisation [...] en tant que fondement et que cadre d'action pour des actions difficiles et longues afin de trouver les formes dans lesquelles une influence extranationale – et peut-être même supranationale – peut s'exercer pour prévenir les conflits futurs ». Ces sages paroles demeurent valables aujourd'hui.

59. Le Département de l'information est tout à fait prêt à raconter l'histoire d'une Organisation renouvelée et revitalisée. Pour cela, il sollicite l'appui des États Membres et notamment du Comité de l'information, son partenaire dans cette tâche essentielle.
